

France-Paris: Radar sets
OJ S 145/2017 01/08/2017
Contract notice
Supplies

Directive 2009/81/EC

Section I: Contracting authority/entity

I.1. Name and addresses

Official name: Mindef/DGA/DO/S2A

National registration number: FR 34 150 000 493

Postal address: 60 boulevard du Général Valin — CS 21623 Paris Cedex 15

Town: Paris

Postal code: 75509

Country: France

For the attention of: M. Bruno Chatelain

E-mail: bruno-h.chatelain@intradef.gouv.fr

Internet address(es):

General address of the contracting authority/entity: <http://www.ixarm.com>

Address of the buyer profile: <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Electronic access to information: <http://www.ixarm.com>

Electronic submission of tenders and requests to participate: <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Additional information can be obtained from:

Official name: DGA/DO/S2A/Division Achats Sud-Est

Postal address: avenue de la Tour Royale — BP 40 915

Town: Toulon

Postal code: 83050

Contact person: Benoit Chapays

For the attention of: l'autorité signataire des marchés

E-mail: benoit.chapays@intradef.gouv.fr

Telephone: +33 422433299

Internet address: <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

Official name: phase candidature uniquement

Postal address: la présente publication concerne uniquement une demande de candidature.

Le dossier de consultation sera ultérieurement envoyé uniquement aux candidats retenus

Town: Toulon

Postal code: 83050

Internet address: <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Tenders or requests to participate must be submitted: Official name: plis dématérialisés obligatoires

Postal address: la présente publication est une procédure obligatoirement dématérialisée.

Pour la remise éventuelle d'une copie de sauvegarde, voir la section Vi.3 informations complémentaires

Town: Toulon

Postal code: 83050

I.2. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.3. Main activity

Defence

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities/entities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority**

Développement, fourniture et maintien en condition opérationnelle de radars mobiles multi-objectifs d'acquisition, de trajectographie et de proximétrie et réalisation de prestations associées.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Supplies

Purchase

Main site or place of performance: Les prestations pourront être exécutées dans les locaux et usines du titulaire et de ses éventuels sous-contractants. Les livraisons des prestations se feront à :Lieu-Dit grand Aroumet, 40600 Biscarosse Air.

NUTS code FR613 Landes

II.1.3. Information about framework agreement**II.1.4. Information about framework agreement****II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)**

La présente consultation est soumise à la procédure du marché négociée après publication préalable et mise en concurrence conformément aux dispositions de l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 et de l'article 21.i.2, 64 à 66 du décret n° 2016-361. En application de l'article 84 du décret 2016-361, le marché pouvant présenter des aléas techniques importants, comportera une part de fournitures et de services qui n'ont pas pu être définis avec précision dans le marché initial.

L'acquisition porte sur la fourniture d'un radar en tranche ferme et d'un autre en tranche optionnelle conformément à la description figurant à la rubrique li.2.1 du présent avis. Le titulaire devra également assurer le maintien en condition opérationnelle du ou de ces radars.

II.1.6. CPV code(s)

34932000 Radar sets

II.1.7. Information about subcontracting

The tenderer has to indicate in the tender any share of the contract it may intend to subcontract to third parties and any proposed subcontractor, as well as the subject-matter of the subcontracts for which they are proposed

The tenderer has to indicate any change occurring at the level of subcontractors during the execution of the contract

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Le présent marché consiste en la fourniture de radars neufs de trajectographie mobiles pour les champs de tir de la DGA de type cw doppler. Et la réalisation de prestations associées. Le marché est composé d'une tranche ferme et de plusieurs tranches optionnelles. La tranche ferme qui consiste en l'acquisition du premier système radar comprend notamment:

- Un shelter exploitation sur remorque,
- une tourelle radar (antenne) sur remorque,
- un système de collimation et simulation,
- un groupe électrogène,
- un camion porteur,
- les moyens de maintenance et d'étalonnage,
- la formation des personnels,
- la fourniture de la documentation.
- la fourniture d'un lot de rechanges initial. Une des tranches optionnelles consistera en l'acquisition d'un second système radar.

Les autres tranches optionnelles seront destinées à couvrir le MCO et l'acquisition de différents dispositifs sur la durée du marché.

II.2.2. Information about options

Options: yes

Description of options: En application de l'article 69 du décret no2016-361, le marché pourra comporter une ou plusieurs tranche(s) optionnelles selon les modalités qui seront explicitées dans le dossier de consultation. Les prestations faisant l'objet de tranches optionnelles sont susceptibles de s'ajouter aux prestations commandées de manière ferme. L'Acheteur se réserve le droit de ne pas affermir ces tranches.

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 60 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres au ministère des armées.

Le régime des paiements (versement d'avance, acomptes et soldes) est conforme aux dispositions des articles 59 à 61 de l'ordonnance no2015-899 et aux articles 97 à 127 du décret no2016-361.

Le délai de paiement est de 30 jours maximum et mis en oeuvre conformément au décret no 2013-269 du 29 mars 2013. Le mode de règlement est le virement.

Le comptable assignataire est: l'agent Comptable des Services Industriels de l'armement (Acsia), le Vendôme 3, 11 rue du Rempart, 93 196 Noisy-Le Grand cedex.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Conformément à l'article 38 du décret no2016-361, les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature s'ils se présentent en tant que candidat individuel ou en tant que groupement d'opérateurs économiques.

La forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois si le candidat se présente sous la forme d'un groupement conjoint, le marché prévoira que le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 38.iii du décret no2016-361.

En application de l'article 38.v du décret no2016-361, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois:

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

La composition des groupements peut être modifiée et il est possible d'en constituer de nouveaux, entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales si tous les membres du nouveau groupement, présenté au stade des offres, ont été autorisés au stade des candidatures à présenter une offre ou à y participer. Le groupement nouvellement constitué doit respecter les exigences relatives aux capacités des candidats.

En outre, la composition des groupements peut être modifiée, en application du dernier alinéa de l'article 38-iv du décret no2016-361.

III.1.4. Other particular conditions to which the performance of the contract is subject, in particular with regard to security of supply and security of information

Conformément à l'article 52 du décret 2016-361, les documents de la consultation comporteront des exigences relatives à la sécurité des informations.

III.1.5. Information about security clearance

Candidates which do not yet hold security clearance may obtain such clearance until:
31.5.2018

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Personal situation

Criteria regarding the personal situation of economic operators (that may lead to their exclusion) including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: — Un formulaire Dc1: Lettre de candidature & interdictions de soumissionner; dans sa dernière version accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. — Un formulaire Dc2: Déclaration de capacités du candidat; dans sa dernière version accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

— un extrait K, Kbis, D1 datant de moins de 3 mois.

— Un certificat prouvant que l'entreprise a satisfait à ses obligations fiscales auprès du Trésor Public (formulaire 3666 pour l'impôt sur les revenus ou formulaire directement en ligne via le compte fiscal pour l'impôt sur les sociétés et la Tva),

— un certificat de déclaration et de paiement des cotisations et contributions sociales du candidat mentionné à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale valide.

— un certificat des caisses de congés payés compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries (le cas échéant

si le candidat est soumis à une telle obligation).

— un certificat de l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés mentionnée à l'article L. 5214-1 du code du travail, attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du même code (le cas échéant si le candidat est soumis à une telle obligation).

Pour les candidats établis à l'étranger, les documents à fournir sont identifiés au paragraphe Vi.3: Information complémentaires.

Le présent projet de marché est avec accès à des ISC. La recevabilité de la candidature est également subordonnée à la fourniture de documents cités au paragraphe Vi.3: Information complémentaires.

Criteria regarding the personal situation of subcontractors (that may lead to their rejection) including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Si le candidat (ou le groupement) s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour justifier de ses capacités, se reporter au paragraphe Vi.3

«Informations complémentaires — candidat s'appuyant sur d'autres opérateurs économiques».

III.2.2. Economic and financial ability

Criteria regarding the economic and financial standing of economic operators (that may lead to their exclusion)

List and brief description of conditions: Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Minimum level(s) of standards possibly required: La moyenne des chiffres d'affaires annuels globaux du candidat (opérateur économique ou groupement d'opérateurs économiques) sur les trois derniers exercices disponibles (ou sur le(s) seul(s) exercice(s) disponibles si moins de trois exercices disponibles) devra être égale ou supérieure à 5 millions d'euros.

Criteria regarding the economic and financial standing of subcontractors (that may lead to their rejection)

List and brief description of conditions: Néant.

III.2.3. Technical and/or professional capacity

Criteria regarding the technical and/or professional ability of economic operators (that may lead to their exclusion)

List and brief description of conditions:

Une liste ou une présentation des principales fournitures et livraisons effectuées ou des principaux services fournis pour les marchés publics de défense ou de sécurité, au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation doit mettre en valeur les produits ou les compétences propres mises en oeuvre en relation avec l'objet du marché et les compétences mentionnées ci-après. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années, et plus particulièrement en lien avec l'objet du marché.

Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

Minimum level(s) of standards possibly required

Compétences et références dans la fourniture, l'installation et la maintenance de radars de trajectographie de type CW Doppler.

Implantation sur le territoire des Etats membres de l'union Européenne ou des Etats partie à l'espace économique européen des moyens de production nécessaires au développement et à la fourniture du système radar décrit au sein du paragraphe li.2.1 du présent avis.

Les candidats n'ayant pas démontré par tout moyen leurs compétences dans chacun des domaines ci-dessus seront éliminés.

Criteria regarding the technical and/or professional ability of subcontractors (that may lead to their rejection)

List and brief description of conditions:

Le candidat devra apporter la preuve que ses sous-traitants disposent des capacités à réaliser les prestations que le candidat prévoit de sous-traiter pour l'exécution du marché.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

Recourse to staged procedure to gradually reduce the number of solutions to be discussed or tenders to be negotiated no

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction has been used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

2017830103

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

25.9.2017 - 16:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

VI.3. Additional information

Modalités de transmission des candidatures:

En application de l'article 33 du décret no2016-361, la transmission des candidatures se fera obligatoirement par voie électronique. La transmission des offres pourra se faire par voie papier.

Le candidat devra impérativement transmettre son pli de candidature de façon dématérialisée, par transmission électronique via la plate-forme des achats de l'état (Place), accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.achats.defense.gouv.fr ou www.ixarm.com.

Pour trouver la présente procédure sur les portails ci-dessus, le candidat utilisera le numéro de référence de dossier indiqué au bloc Iv.3.1.

L'Obtention d'un certificat électronique pour les personnes habilitées en vue d'une signature électronique est nécessaire pour répondre à la présente procédure.

Les modalités détaillées de transmission sont précisées dans le fichier « Modalités de transmission des candidatures au S2a/Achats techniques » accessible sur www.ixarm.com, rubrique Marchés, sous-rubrique Procédure et documentation marchés publics (adresse: <http://www.ixarm.com/modalites-de-transmission-des>).

En cas de difficulté pour accéder à ce fichier les renseignements pourront être obtenus à l'adresse indiquée pour l'obtention d'informations complémentaires (voir section I-1).

De plus, conformément à l'article 33.iii du décret no2016-361, une copie de sauvegarde pourra être envoyée, à l'adresse suivante:

MINDEF / dga / do / S2a / Division Achats Sud-Est

Section Recettes pour BAO

336, Avenue de la Tour Royale

Bp40915

83 050 Toulon Cedex

Communications par messagerie sécurisée via PLACE (Plate-Forme des Achats de l'etat):

L'Acheteur communiquant par messagerie sécurisée via la PLACE, l'opérateur économique fournira, dans sa candidature, une adresse mail valide pour toute la durée de la procédure.

De plus, pour être informé de ces échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse d'échanges avec la PLACE «nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr» est accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy éventuellement en place dans son entreprise.

Candidat s'appuyant sur d'autres opérateurs économiques:

Si le candidat (ou le groupement) s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, il devra fournir pour chacun de ces opérateurs, les mêmes documents et informations qui lui sont demandés par l'acheteur (Voir la section lii.2 supra). Par ailleurs, il devra également produire par tout moyen la preuve qu'il dispose effectivement des capacités de ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché public.

A ce titre, le candidat fournira les informations demandées à la rubrique H du Dc2 accessible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Il indiquera notamment la nature des prestations qu'il confiera à ces autres opérateurs économiques.

Dans le présent avis, le terme « sous-traitant » utilisé par le présent formulaire s'entend comme l'opérateur économique avec lequel le titulaire du marché conclut, aux fins de la réalisation d'une partie de celui-ci, un contrat de sous-traitance au sens de la loi no75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Les contrats de sous-traitance au sens de la loi no 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance feront l'objet d'une acceptation dans les conditions prévues aux articles 63.v de l'ordonnance no2015-899, 121 à 123 du décret 2016-361. A cette fin, le soumissionnaire présentera à la personne publique avec son offre ou, après le dépôt de son offre, la déclaration mentionnée à l'article 122 du décret no2016-361. Le rejet d'un sous-traitant n'est possible que dans les cas définis à l'article 123 du décret no2016-361.

Le modèle de formulaire de déclaration de sous-traitance est disponible sur le site <http://www.ixarm.com/Les-formulaires>

Critères relatifs à la situation personnelle d'opérateurs économiques pour les candidats établis à l'étranger (susceptibles d'entraîner leur exclusion), y compris exigences relatives à leur inscription à un registre professionnel ou du commerce; Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies:

Un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de leur pays d'origine ou de leur établissement, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles 45 et 46 de l'ordonnance no 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Un document mentionnant leur numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ou, s'ils ne sont pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant leur identité et leur adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de leur représentant fiscal ponctuel en France.

Un document attestant de la régularité de leur situation sociale au regard du règlement (Ce) no 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant qu'ils sont à jour de leurs déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Lorsque leur immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants:

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel;

— s'ils sont en cours d'inscription, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre;

Opérateurs économiques des pays tiers à l'ue ou à l'eee:

Conformément à l'article 37 du décret no2016-361, la présente procédure n'est pas ouverte aux opérateurs économiques des pays tiers à l'union européenne ou à l'espace économique européen.

La recevabilité de la candidature est également subordonnée au respect des dispositions mentionnées dans le titre VI de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de ladite instruction, et dénommée ci-après l'instruction.

Le marché traitera d'informations classifiées. Les candidats fourniront (sous peine de rejet de leur candidature) les renseignements et documents relatifs à leur habilitation conformément aux dispositions de l'instruction précitée.

Le projet de marché faisant l'objet du présent A.A.P.C nécessite l'accès à des informations classifiées au niveau confidentiel défense. Seule une entreprise bénéficiant d'une habilitation à connaître de telles informations peut être autorisée à obtenir ce marché, conformément aux dispositions de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de ladite instruction, et dénommée ci-après l'instruction.

— éléments relatifs à l'habilitation:

Une entreprise candidate non habilitée doit fournir en trois exemplaires:

— un dossier complet de demande d'habilitation avec les pièces justificatives conformément à l'arrêté du 30/11/2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle no1300 sur la protection du secret et de la défense nationale.

Une entreprise candidate habilitée doit fournir:

— la copie de l'attestation d'habilitation en vigueur émise par Dga/Ssdi (si l'entreprise ne possède pas le document, une attestation sur papier libre signée par une personne habilitée à engager la société rappelant les références complètes de la dernière décision d'habilitation de l'entreprise (référence de la décision, date de début et de fin de l'habilitation, niveau de classification);

— une attestation de non changement de la personne morale depuis la dernière décision d'habilitation, signée par une personne habilitée à engager la société;

— les éléments d'actualisation du dossier d'habilitation de la personne morale, si un changement est intervenu (en 3 exemplaires);

Pour les entreprises étrangères, les habilitations des candidats devront pouvoir être vérifiées auprès de leurs autorités nationales de sécurité dans un délai d'un mois. Les habilitations des candidats ressortissants de pays avec lesquels la France ne dispose pas d'un accord de sécurité ne sont pas admises.

Ces documents doivent parvenir au plus tard à la date limite fixée dans le présent avis pour la réception des candidatures, auprès du service de la sécurité de défense et des systèmes d'information de la dga, dga/ssdi/dosd/bspm/hpm — parcelle Valin — 60, Boulevard du Général Martial Valin CS 21623 — 75509 Paris Cedex 15.

Les imprimés, la liste des pièces constitutives du dossier d'habilitation ainsi que des informations complémentaires sur les habilitations sont disponibles sur www.ixarm.com ou sur www.achats.defense.gouv.fr dans la rubrique «Marchés & opportunités / Procédures et documentation marchés publics / Protection du secret — habilitation».

Contact concernant les dossiers de demande d'habilitation: M. Olivier DREVILLON — chef du bureau de la sécurité des personnes morales (téléphone 09.88.67.24.56 — courriel: dga-ssdi.hpm.fct@intradef.gouv.fr)

A défaut d'avoir fourni ces documents, l'entreprise sera réputée avoir renoncé à demander son habilitation pour l'accès à ce marché et sa candidature sera rejetée. Le marché ne pourra être notifié qu'à une société habilitée au niveau confidentiel défense. Aucun document classifié n'est à consulter durant la procédure.

Conformément à l'article 43.vi du décret no2016-361, les documents remis à l'appui des candidatures dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en français. En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fait seule foi.

Informations complémentaires relatives aux conditions de participation:

Afin, de permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier la situation juridique et la capacité économique, financière, technique et professionnelle minimale requise en vue de la sélection des candidatures, il est impérativement demandé aux candidats de fournir, sous peine de rejet de la candidature, les formulaires DC 1 et DC 2 ainsi que le cas échéant les éléments concernant son (ses) sous-traitant(s). Ces formulaires sont accessibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> et sont impérativement à remplir selon les dernières versions en vigueur.

Un candidat qui fait une fausse déclaration pourra être sanctionné au titre de l'article 441-1 du code pénal pour faux et usage de faux.

Il est précisé que la date et l'heure limites de remise des demandes de participation sont celles du fuseau horaire Europe/Paris.

La durée du marché indiquée à l'article 2.3 du présent avis est donnée à titre indicatif

Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP: 27 juillet 2017.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Paris

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris

Postal code: 75181

E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr

Telephone: +33 144594400

Fax: +33 144594646

Internet address: <http://paris.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif de Paris

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris

Postal code: 75181

E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr

Telephone: +33 144594400

Fax: +33 144594646

Internet address: <http://paris.tribunal-administratif.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

27.7.2017